

## FAITS MARQUANTS UNEA-3 MARDI 5 DÉCEMBRE 2017

Le segment de haut niveau de la troisième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE-3) s'est ouvert aujourd'hui à Nairobi, au Kenya. La séance plénière a été officiellement ouverte par le Président du Kenya, M. Uhuru Kenyatta, suivie par les remarques complémentaires des Présidents David Granger du Guyana et Anthony Thomas Aquinas Carmona de Trinité-et-Tobago.

Les délégués se sont ensuite réunis dans quatre Dialogues thématiques successifs de Leadership, avec des sessions plénières pour la présentation des déclarations nationales en parallèle.

Les consultations informelles du groupe du Comité plénier (CP) se sont également poursuivies tout au long de la journée, et les trois décisions et résolutions restantes ont été adoptées lors de la plénière de clôture de la soirée.

Dans la soirée, le « Dialogue multipartite sur les Peuples et la pollution » a eu lieu.

### CÉRÉMONIE OFFICIELLE D'OUVERTURE

Dans ses remarques liminaires, le Président de l'UNEA-3, Gutiérrez-Espeleta, a souligné que nous avons créé un monde où les droits des consommateurs l'emportent sur les droits de l'homme, et ajouté que l'ignorance peut causer des dommages graves à l'environnement. Faisant référence au projet de document ministériel final, il a souligné que « chacun de nous doit assumer la responsabilité de tout ce que nous fabriquons, achetons, utilisons et jetons ».

Le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Erik Solheim, a mis en exergue les actions sur l'environnement entreprises par les gouvernements dans diverses parties du monde. Il a mentionné la coopération du PNUE avec Israël et l'État de Palestine sur l'évaluation de la situation environnementale dans ce dernier pays.

Uhuru Kenyatta, Président du Kenya, a souhaité aux délégués la bienvenue au Kenya et à l'ANUE-3. Il a souligné l'importance de l'interdiction de la fabrication, de la vente et de l'utilisation des sacs en plastique dans le pays. Il a annoncé que le Kenya envisage l'organisation d'une conférence sur l'économie bleue au premier trimestre de 2018. Réitérant le soutien de son gouvernement au PNUE, il a ajouté qu'il augmentera la contribution financière du Kenya, et a appelé les autres pays à faire autant. Il a ensuite déclaré l'Assemblée officiellement ouverte.

David Granger, Président du Guyana, a souligné les efforts déployés par le Guyana pour devenir un « état vert », notamment en réservant 15% de ses terres pour les zones protégées. Il a souligné l'importance de l'éducation du public et du soutien des organisations internationales pour la réalisation de cet objectif.

Anthony Thomas Aquinas Carmona, Président de Trinité-et-Tobago, a déclaré que sa participation à l'UNEA-3 démontre un engagement à construire des ponts sur les frontières, et a souligné que « ce n'est pas le moment de revenir en arrière ». Il a mis en exergue l'importance d'éduquer les enfants pour défendre l'environnement et pour « défendre les adultes contre eux-mêmes ». Parlant des effets néfastes de la pollution sur les mers, il a déclaré qu'il y aura plus de plastique que de poissons dans les océans d'ici 2050, et a demandé d'accorder la priorité à la réduction et à la gestion des déchets, ainsi qu'à l'éducation sur la pollution.

### DIALOGUES DE LEADERSHIP

Organisés pour la première fois à l'ANUE-3, les Dialogues de leadership ont pour objectif de donner aux participants l'occasion de renforcer leur engagement et de discuter des contributions pour une planète sans pollution, en fournissant une orientation stratégique et en jetant des bases pour l'accélération.

**SCIENCE, PREUVE ET SENSIBILISATION DES CITOYENS AU CHANGEMENT:** Ouvrant le dialogue, le Modérateur Dominic Kailashnath Waughray du Forum économique mondial, a souligné son objectif de fournir un forum pour les ministres, les PDG, les scientifiques de haut niveau et autres représentants de haut niveau pour échanger leurs expériences et leurs idées sur la manière de communiquer la science, d'améliorer la sensibilisation du public et de galvaniser l'action en faveur d'une planète sans pollution.

La Gambie a souligné l'importance de la science et de la technologie dans la surveillance des changements environnementaux, notamment: la qualité de l'eau et de l'air; les feux de brousse; la prévention de la pêche illicite non déclarée et non réglementée; le déversement de déchets toxiques; et le couvert forestier et la biodiversité. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en exergue une carte de l'OMS montrant l'exposition à la pollution par pays avec les coûts de santé connexes attendus. La représentante a souligné que les avantages pour la santé de la lutte contre la pollution peuvent compenser les coûts de l'atténuation du changement climatique. Le Japon a souligné l'importance d'une information scientifique solide et la nécessité d'une approche de précaution.

À propos des expériences nationales spécifiques, l'Inde a déclaré que la science et la technologie ont des « solutions pour tout », mais qu'il faut prendre en considération la façon dont elles sont appliquées. Le représentant a souligné la valeur des mouvements sociaux pour l'intégration des solutions pour lutter contre la pollution, et a appelé à la coordination entre les ministères de la santé, de la science et la technologie et de l'environnement pour améliorer la gouvernance.

Les Pays-Bas ont parlé des exemples d'engagement de la société civile réussis, tels que l'utilisation de données collectées par les citoyens pour compléter les données officielles, et ont souligné la création du Centre mondial d'excellence sur l'adaptation au climat.

À propos du rôle de la science et de la technologie dans la lutte contre la pollution, IBM a déclaré que la science est le fondement de la technologie et de l'innovation. Le représentant a ajouté qu'il existe des outils de pointe pour lutter contre la pollution, et a mis en relief les meilleures pratiques de son entreprise qui utilise des données pour créer des solutions.

L'Union internationale pour la conservation de la nature, soulignant que 22% des espèces sont menacées par la pollution, a expliqué que nous sommes mieux équipés pour faire face aux défis environnementaux lorsque nous avons accès à plus de données. La représentante a souligné la collaboration avec la Convention sur la diversité biologique (CDB) sur le Registre mondial des espèces exotiques et envahissantes.

Le Secrétariat de la CDB a demandé aux ministres de mettre en œuvre le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020, y compris les objectifs d'Aichi pour la biodiversité.

L'Institut national du Brésil pour le traitement des conteneurs vides a exploré l'importance de la traçabilité dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement en tant qu'une opportunité de réduire les émissions et d'augmenter le recyclage.

Le Centre de recherche sur les sciences éco-environnementales de l'Académie chinoise des sciences a déclaré que le secteur privé peut soutenir la science et la recherche en identifiant les problèmes émergents et en fournissant des financements.

**CADRES RÉGLEMENTAIRES, INSTITUTIONS ET ÉTAT DE DROIT POUR LUTTER CONTRE LA POLLUTION:** Ce dialogue de leadership, animé par Beatrice Marshall, présentatrice à China Global Television Network, Afrique, a exploré le rôle des cadres juridiques, réglementaires et institutionnels dans le contexte de la pollution, et la manière dont ils peuvent être- et ont été - utilisés pour permettre aux gouvernements, au secteur privé, à la société civile et à chaque citoyen de réussir leur transition vers une planète sans pollution.

L'UE a appelé à la transparence dans les cadres juridiques afin de permettre aux citoyens de mieux comprendre les défis et les solutions pour lutter contre la pollution.

Le délégué de la Norvège a parlé de l'expérience de son pays en matière de lutte contre la pollution marine à grande échelle sans compromettre les moyens de subsistance, et a souligné la nécessité d'une réglementation pour catalyser les actions du secteur privé et d'un état de droit fort pour l'application.

Le Kenya a parlé de l'interdiction récente des sacs en plastique et des résultats positifs, ainsi que des défis à relever, tels que le besoin de s'engager davantage avec les fabricants pour utiliser des alternatives naturelles et créer des opportunités d'emploi.

La France a affirmé le besoin de décisions politiques fortes et d'outils juridiques pour définir la société dans laquelle « nous voulons vivre ». Le délégué a parlé d'une mise à jour sur l'élaboration du Pacte Mondial pour l'Environnement, soulignant des principes tels que la non-régression selon lequel chaque état

s'engagerait à ce que toute modification future de la législation environnementale ne conduise pas à une réduction globale de la protection existante.

Le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a expliqué que des lois sont nécessaires pour les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) afin de traduire les accords en actions concrètes.

Le Secrétariat des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm a souligné l'importance des mécanismes nationaux, des lignes directrices et de l'engagement des parties prenantes pour lutter contre la pollution sur le terrain.

L'Équateur a demandé des fonds pour lutter contre la pollution dans les pays en développement. Expliquant que les lois en vigueur sont insuffisantes, le délégué a souligné l'impact de la non-application des lois de l'UE pour punir les fabricants des véhicules qui ont commis des fraudes concernant les niveaux d'émissions.

Le Secrétariat de l'ozone a mis en exergue les meilleures pratiques du Protocole de Montréal, notamment: des objectifs clairement définis avec flexibilité; des mécanismes financiers pour les pays en développement; et des partenariats publics-privés.

La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe a mentionné cinq AME qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et à la réduction de la pollution.

Le World Wildlife Fund (WWF) International a mis en exergue un exemple tiré des îles Galapagos où les préoccupations de la communauté ont déclenché une volonté politique et un engagement du secteur privé, ce qui a abouti à une amélioration de la capacité technique et à un environnement plus propre.

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'environnement a attiré l'attention sur la manière dont la pollution perturbe les droits de l'homme, et a déclaré que « la prévention de la pollution est une obligation légale et morale »; il a encouragé les États membres à continuer à fournir des espaces sûrs aux personnes qui dénoncent la pollution et la dégradation de l'environnement.

**SOLUTIONS PRATIQUES POUR UNE PLANÈTE SANS POLLUTION:** Ce dialogue, animé par Zain Verjee, ancien présentateur de CNN, a mis en relief des solutions innovantes pour la prévention et la réduction de la pollution de l'air, des terres et des sols, la pollution marine et côtière, et pour la gestion des produits chimiques et des déchets.

Les États-Unis ont souligné l'importance de l'accès à des données exactes, de la communication et des partenariats, citant l'exemple des pistes cyclables pour réduire la pollution de l'air.

KCB Group a parlé de ses expériences en Asie, en identifiant les défis de la compréhension et de la communication des coûts économiques de la pollution, tels que le réaménagement d'infrastructures conçues pour des sources d'énergie « sales ».

MoBike a souligné l'utilisation de la science et de la technologie par son entreprise pour augmenter la facilité d'utilisation des vélos, comme par exemple la surveillance par GPS et les gadgets à base d'énergie solaire fixés sur les vélos. La représentante a souligné que ces efforts aident les citoyens à participer à la protection de l'environnement.

Cuba a souligné l'expérience de son pays dans l'établissement d'un registre des sources contaminées. Le délégué a mis en relief l'importance de l'implication des citoyens, et a expliqué que les incitatifs et les sanctions sont insuffisantes.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a attiré l'attention sur les coûts importants pour les agriculteurs, en particulier les petits exploitants agricoles, de la mise en œuvre des solutions de remplacement respectueuses de l'environnement. Le délégué a souligné la nécessité de « réduire le risque » de tels investissements par le biais des assurances et d'instruments financiers.

Le Centre mondial de l'agroforesterie (ICRAF) a cité la perte annuelle de 75 milliards de tonnes de sol, et a souligné le besoin de politiques fondées sur des preuves scientifiques. Le Secrétariat de la Convention de Ramsar a déclaré que les marécages d'eau douce servent de solution d'atténuation et de gestion de la pollution en filtrant les eaux usées. La représentante a encouragé les États membres à utiliser et à conserver leurs zones humides en tant que stratégie de lutte contre la pollution.

Marchica Med a attiré l'attention sur un projet mené par son organisation pour réhabiliter un lagon dans le nord du Maroc, qui permettait le traitement de l'eau et le retour des poissons et des oiseaux.

Israël a parlé des efforts nationaux visant à: augmenter le prix de l'eau douce afin d'encourager l'utilisation des eaux usées; et à préserver les ressources en eau douce en utilisant les eaux usées dans l'agriculture.

Singapour a parlé de la perception du public selon laquelle l'eau traitée n'est ni propre ni hygiénique, et a souligné la nécessité de protéger les ressources grâce à des technologies résistantes aux intempéries, compte tenu des menaces imminentes liées aux changements climatiques.

La Finlande a souligné les outils que son pays a utilisés pour passer à une économie circulaire et pour encourager l'innovation dans le secteur privé, y compris, entre autres: des directives sur les marchés publics dans les projets de construction; et l'utilisation des Green Deals.

La Belgique a parlé de l'implication des citoyens dans les questions environnementales, notamment: l'implication du secteur privé dès le début, l'engagement des parties prenantes et l'éducation des jeunes.

La représentante du Maroc a parlé du plan décennal de son pays pour les déchets ménagers, notant qu'il sert également de stratégie de création d'emplois.

L'Estonie a indiqué que 95% de la population déclare actuellement ses impôts par voie électronique, démontrant ainsi que la gouvernance électronique peut continuer à fournir des services tout en réduisant la pollution atmosphérique par la diminution des voyages.

Le Sri Lanka a examiné des initiatives visant à accroître la biorestoration pour traiter les eaux usées en plantant des arbres autour des 43 000 réservoirs et plus du pays.

A propos d'une question soulevée concernant la nécessité pour les pays de coordonner leurs efforts en raison des problèmes transfrontaliers de pollution, l'Union africaine a parlé de la nécessité de « combler le fossé » et d'inciter les jeunes à participer à une agriculture durable.

**FINANCEMENT ET INNOVATION POUR COMBATTRE LA POLLUTION:** Ce dialogue, animé par Axel Threlfall, rédacteur en chef de Reuters, explique comment le secteur public peut tirer parti des flux d'investissements privés à travers des modèles de commerciaux et des technologies transformateurs pour éliminer la « litanie traditionnelle de la pollution et des contaminants ».

Le délégué de l'Afrique du Sud a souligné les mesures prises pour intensifier les initiatives vertes, et a expliqué comment le pays donne la priorité aux consultations avec les parties prenantes et au financement nécessaire pour le faire.

A propos de la pollution et de la santé, la Banque mondiale a déclaré que des évaluations sont effectuées pour informer le dialogue politique au cours des processus multilatéraux tels que l'ANUE, mais que la plupart n'en tient pas compte. La représentante a ajouté que les gouvernements ignorent le coût de la pollution pour leurs pays, non seulement sur la santé, mais aussi sur la croissance économique.

Le Luxembourg a exhorté les gouvernements à « montrer l'exemple », en partageant leurs expériences en réorientation des flux financiers pour soutenir le développement durable, et en attirant l'attention sur l'engagement par le biais de groupes de travail et en soutenant le renforcement des capacités en tant que moyen d'améliorer le succès des instruments innovants et de relever le défi de la cohérence des politiques.

Le Canada a identifié des moteurs de changement spécifiques dans les capacités du gouvernement tels que: la fiscalité, pour décourager les mauvais comportements ou pour encourager les bons comportements; la réglementation; et l'approvisionnement.

Le délégué de l'Allemagne a parlé de l'utilisation de tarifs d'électricité préférentiels dans son pays, ce qui encourage le développement des énergies renouvelables et a pour résultat une accessibilité accrue dans les régions du monde où l'énergie était inexistante auparavant.

BNP Paribas a attiré l'attention sur le Tropical Landscapes Finance Facility, une initiative de collaboration avec le PNUE, l'ICRAF et ADM Capital, et a indiqué qu'elle reçoit un soutien mais pas de financement, du gouvernement indonésien. Le délégué a expliqué que l'initiative repose sur la constatation qu'aucune institution ne peut résoudre tous les problèmes environnementaux et que le secteur privé est également nécessaire. Il a ajouté que le rôle du gouvernement est de soutenir les mécanismes du secteur privé pour orienter les changements de comportement.

Le Groupe de la Banque mondiale a souligné le défi de « l'auto-sélection » selon lequel la plupart des entreprises qui adhèrent déjà aux normes de la coopération financière internationale choisissent de s'associer avec lui.

La Slovaquie a souligné l'importance de la communication avec différents acteurs; la possibilité d'utiliser les recettes du Système d'échange de droits d'émission de l'UE pour des investissements respectueux du climat; et la collaboration avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement pour aider à mobiliser le financement privé.

La Commission européenne a mis en exergue le Plan d'investissement externe de l'UE, qui investira 44 milliards d'Euros d'ici 2020 dans les pays voisins de l'UE et en Afrique pour la protection de l'environnement et pour une économie verte sobre en carbone. Le délégué a pris note d'un projet d'initiative imminent sur la promotion des obligations vertes et du financement durable dans l'UE et au-delà.

Le délégué de l'Indonésie a parlé des efforts déployés pour mobiliser des financements innovants remontant au début des années 1990, notamment l'internalisation des secteurs environnementaux dans les secteurs bancaires et par le biais du renouvellement de la loi sur la protection et la gestion de l'environnement de son pays. La représentante a souligné l'importance des incitatifs fiscaux pour l'orientation du comportement des parties prenantes vers le développement durable.

Le Groupe majeur des Nations Unies pour l'enfance et la jeunesse a souligné le rôle des jeunes dans l'offre des « solutions nouvelles et innovantes » et a adhéré au projet de résolution de l'ANUE-3 sur l'investissement dans des solutions environnementales innovantes pour la mise en œuvre des ODD.

Le Conseil solaire mondial a souligné le besoin de systèmes éducatifs qui préparent la prochaine génération de travailleurs à une économie verte.

Soulignant l'engagement de son pays en faveur de l'économie verte, le délégué des Émirats arabes unis (EAU) a mis en exergue la stratégie d'économie verte de son pays; la Déclaration de Dubaï sur les institutions financières des Émirats arabes unis concernant le financement durable; et le lancement de deux fonds verts.

Le Canada a souligné l'importance d'une participation plus large de la société et d'un suivi régulier des progrès.

N Finance, une filiale de la compagnie Alibaba, a mis en relief sa fonction de portefeuille mobile, dont le schéma environnemental a déjà permis de planter 10 millions d'arbres dans le désert chinois.

**DIALOGUE MULTI-PARTITE SUR LES PEUPLES ET LA POLLUTION:** Convoquée dans la soirée, cette session était animée par Felix Dodds, ambassadeur international pour la ville de Bonn. La session avait pour objectif de tirer parti de la campagne de #BeatPollution et des Dialogues de leadership de l'ANUE-3 pour se concentrer sur les causes profondes des différents aspects de la pollution, y compris leurs liens avec la pauvreté, la primauté du droit et les droits humains.

Les discussions ont eu lieu en deux cycles, et les représentants de la société civile ont mis en exergue les problèmes et les solutions, suivis par les réactions des ministres et des représentants de haut niveau des gouvernements et des institutions internationales.

Marie Chatardová, Présidente du Conseil économique et social (ECOSOC) a déclaré que nous sommes tous touchés par les impacts de la pollution à un niveau personnel et qu'elle attend avec impatience la présentation des messages clés de l'ANUE-3 au Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF), en particulier le projet de résolution sur les contributions de l'ANUE au HLPF.

Ouvrant le premier cycle de discussion sur les défis, Halima Hussein de Natural Justice, a mis en relief les impacts de la pollution sur les communautés kenyanes, en qualifiant la plupart des projets de développement de « déplorables et inutiles ». Olga Speranskaya, coprésidente du Réseau international pour l'élimination des Polluants Organiques Persistants, a parlé des impacts de l'empoisonnement au mercure dans les mines d'or de l'ouest du Kenya. Sascha Gabizon, co-animatrice de Women Major Group, a parlé de son expérience personnelle de la pollution et a souligné que plusieurs de ses causes peuvent être traitées avec des solutions plus durables.

En réponse, l'Afrique du Sud a lancé un défi à tous les États pour qu'ils poursuivent leurs efforts et « se donnent la main » afin de veiller à ce que la pollution ne soit pas seulement atténuée, mais éradiquée. Le WWF International a réitéré que la pollution transcende l'environnement pour toucher l'économie et la sécurité. Plastic Pollution Coalition s'est demandé si l'action individuelle des consommateurs peut résoudre le « cœur du problème » et a expliqué que la prévention de la fabrication de plastiques serait plus efficace. L'Estonie a parlé d'une action organisée avec succès par les citoyens et consistant à nettoyer les décharges illégales, attirant ainsi le soutien du secteur privé et du gouvernement pour continuer à traiter les déchets collectés.

Lors du deuxième cycle de discussion sur les solutions, Eritai Kateibwi, Jeune Champion de la Terre pour l'Asie-Pacifique, a souligné comment il a traité la contamination de l'eau avec des systèmes de filtration dans sa nation natale de Kiribati. Kaya

Dorey, de Novel Supply Co., a parlé de sa ligne de vêtements durables, y compris la conception en gardant le but à l'esprit, et les dons de chutes de tissus.

Dans leurs réponses, les ministres et les représentants de haut-niveau de la Finlande, de la Norvège, de Kiribati, de la Belgique, du Canada et des États-Unis, ainsi que des représentants des ONG, ont souligné: la nécessité de marchés publics écologiques et de relier l'ANUE au Programme 2030 et au FPHN; les effets asymétriques de la pollution sur les groupes vulnérables; l'importance du renforcement des capacités, en impliquant les parties prenantes, y compris les populations autochtones; et les effets négatifs de la pollution sur la faune et la santé humaine. À propos des subventions aux combustibles fossiles, un représentant des OSC a déclaré que: « Si nous voulons vraiment résoudre la pollution, nous devrions d'abord envisager de mettre fin au financement ».

### **CLÔTURE DU COMITÉ PLÉNIER**

Dans le CP, les délégués ont écouté les rapports des consultations informelles tenues durant la journée pour la finalisation de la décision sur l'ordre du jour provisoire, la date et le lieu de la prochaine session de l'ANUE (UNEA/EA 3/L.16), ainsi que deux résolutions en suspens portant sur: l'environnement et la santé (UNEA/EA 3/L.8); et la consolidation du siège du PNUE. Tous les trois projets de texte ont été approuvés par le CP et transmis à l'ANUE pour adoption. Le GROUPE MAJEUR DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE a proposé l'éducation comme thème de l'ANUE-4. Le GRAND GROUPE des ONG a appelé à l'examen lors de futures réunions, d'autres formes de pollution, telles que la pollution causée par l'agriculture intensive.

Les délégués ont également approuvé le rapport du rapporteur, et le Président Matuszak a pris note que les titres et les numéros des documents restent à être vérifiés par le Secrétariat. En conclusion, les États Membres et le Directeur exécutif adjoint du PNUE, Ibrahim Thiaw, au nom du Directeur exécutif, ont adressé leurs remerciements au Président Matuszak pour avoir facilité les travaux du Comité.

### **DANS LES CORRIDORS**

La veille de la dernière journée de l'ANUE-3, il était peut-être inévitable que les moyens de mise en œuvre surgissent dans diverses conversations autour du PNUE. Au cours de la session nocturne difficile du CP de la soirée précédente, quelques délégués ont fait remarquer que l'Assemblée de cette année n'a pas laissé d'espace pour l'examen des points traditionnels de l'ordre du jour sur le programme de travail et le budget, ce qui a amené certains à se demander si cela aura un impact sur la mise en œuvre des décisions et des résolutions adoptées à la présente session. Désireux de ramener la gravité de la situation, le Secrétariat a présenté une note soulignant les implications de la tenue de l'ANUE et des réunions connexes sur le budget ordinaire, et que cela n'a pas évolué avec les exigences des États membres. Avec plus d'une douzaine de décisions et de résolutions qui devront être adoptées mercredi par l'Assemblée, les échanges au cours des Dialogues d'un jour sur le leadership et du diadoque multipartite pourraient offrir une certaine orientation sur la voie à suivre.

**SOMMAIRE ET ANALYSE DU BNT:** Le résumé et l'analyse du Bulletin des Négociations de la Terre sur l'OECPR3-UNEA3 seront disponibles le samedi 9 décembre 2017 à <http://enb.iisd.org/unep/oecpr3-unea3/>